

- 11 M^{me} Brunet (Paulette), chargé des services économiques du premier grade à l'hôpital de Cavaillon (Vaucluse).
- 12 MM. Voisin (André), directeur de l'hôpital rural de Lapalis (Allier).
- 13 Valat (Hervé), directeur de l'hôpital rural de Clermont-PHéault (Hérault).
- 14 Chemin (Raymond), directeur du centre médical d'Abreschwiller (Moselle).
- 15 Desmonty (Moïse), directeur de l'hôpital rural de Marennes (Charente-Maritime).
- 16 M^{me} Huisman (Vivette), directeur de 4^e classe à l'administration générale de l'assistance publique à Paris.
- 17 MM. Heywang (Pierre), chargé des services économiques du premier grade à l'hôpital d'Issoudun (Indre).
- 18 Descamps (Philippe), directeur de l'établissement annexe de 4^e classe au centre hospitalier du Pays de Montreuil (Pas-de-Calais).
- 19 Petit (Jean-Claude), directeur de l'hôpital rural de Malestroit (Morbihan).
- 20 Lysandre (Alex), directeur de l'hôpital rural de Périers (Manche).
- 21 M^{me} Giacometti (Marie-Paule), directeur de l'hospice de Saint-Triviers-sur-Moignans (Ain).
- 22 MM. Schmitt (Bernard), directeur de l'hôpital de Saint-Avoid (Moselle).
- 23 Launay (Camille), directeur de l'hôpital rural de Sainte-Gemmes-d'Andigné (Maine-et-Loire).
- 24 Maachi (Mizouni), directeur de l'hôpital rural de Sées (Orne).
- 25 Drogou (Pierre), chargé des services économiques du premier grade à l'hôpital de Sèvres (Hauts-de-Seine), à compter du 1^{er} mars 1983.
- 26 Rose (Gérard), directeur de l'hôpital d'Hauumont (Nord).
- 27 M^{me} Gavillet (Madeleine), chargé des services économiques du premier grade à l'hôpital de Bourgoin-Jallieu (Isère).
- 28 MM. Gauffre (Serge), attaché de direction au centre hospitalier spécialisé de Charleville-Mézières (Ardennes).
- 29 Picard (Guy), directeur d'établissement annexe de 4^e classe au centre hospitalier de Mont-de-Marsan (Landes).
- 30 Matter (Christian), directeur de l'hôpital rural de Rixheim (Haut-Rhin).
- 31 Ardouin (André), chargé des services économiques du premier grade à l'hôpital de Luçon (Vendée), en service détaché.
- 32 M^{me} Girardot (Mireille), attaché de direction au centre hospitalier de Beauvais (Oise).
- 33 MM. Boye (Jacky), chargé des services économiques du premier grade à la maison de retraite départementale de Golbey (Vosges).
- 34 Larrède (Michel), directeur de l'hôpital de Méru (Oise).

MINISTERE DU TEMPS LIBRE

JEUNESSE ET SPORTS

Abrogation des arrêtés des 15 octobre 1979 et 7 février 1980 portant attribution du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif à certains cadres techniques.

Le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-938 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1976 complétant portant attribution du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif aux cadres techniques relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 81-997 du 9 novembre 1981 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 15 octobre 1979 portant attribution du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif à certains cadres techniques est abrogé à compter du 2 janvier 1983.

Art. 2. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 janvier 1983.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
J. GROSPAILLET.

Le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-938 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1976 complétant portant attribution du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif aux cadres techniques relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 81-997 du 9 novembre 1981 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 7 février 1980 portant attribution du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif à certains cadres techniques est abrogé à compter du 2 janvier 1983.

Art. 2. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 janvier 1983.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
J. GROSPAILLET.

MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT

Décrets portant nomination et mise en congé spécial (ponts et chaussées).

Par décret en date du 2 mars 1983, M. Hirsch (Bernard), ingénieur général des ponts et chaussées de 1^{re} classe, est nommé directeur de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, en remplacement de M. Tanzi (Jacques), appelé à d'autres fonctions.

Par décret du Président de la République en date du 9 mars 1983, M. Ollivier (Paul), ingénieur général des ponts et chaussées de 2^e classe, est admis, sur sa demande, au bénéfice du congé spécial en sa qualité d'ancien directeur d'administration centrale.

Commission nationale des rapports locatifs.

Par arrêté du ministre de l'urbanisme et du logement en date du 2 mars 1983, M. Renaudin, chargé de mission à l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M., est nommé membre de la commission nationale des rapports locatifs, en remplacement de M. Saragoussi, chargé de mission à la même organisation.

Institution d'ordonnateurs secondaires.

Rectificatif au *Journal officiel* (N. C. 50) du 1^{er} mars 1983 : page 2269, 2^e colonne, 4^e visa, 2^e ligne, au lieu de : « 31 décembre 1976 », lire : « 31 décembre 1970 ».